



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

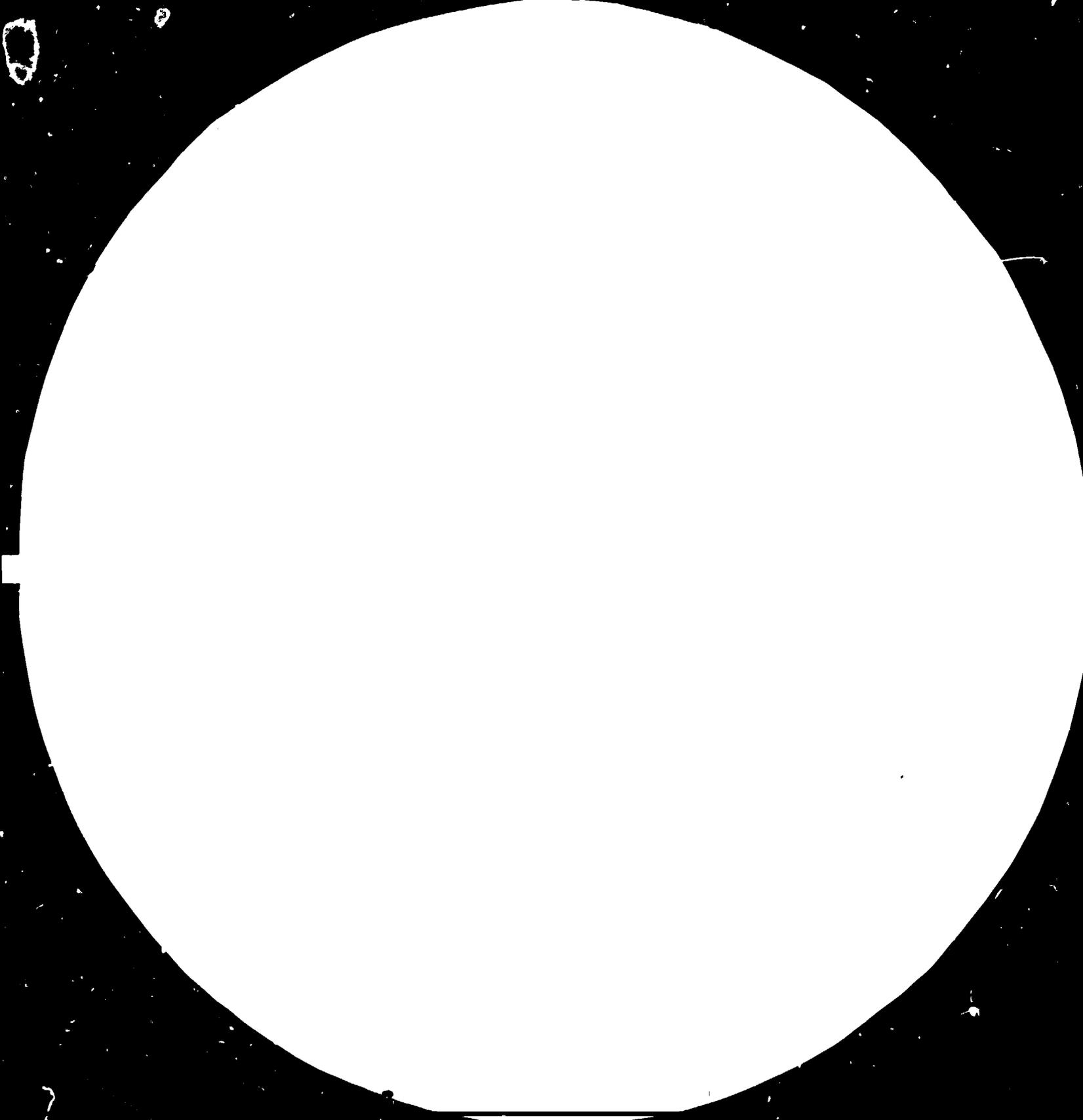
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

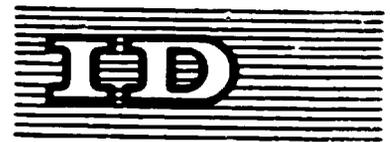




MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART
NATIONAL BUREAU OF STANDARDS
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a
(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



14607-F



Distr. LIMITEE

ID/WG.436/5
25 avril 1985

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Réunion d'experts sur la restructuration
des industries des métaux non ferreux

Vienne (Autriche), 18-21 mars 1985

RAPPORT*

3637

* Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

V.85-26429

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 7	3
 <u>Chapitre</u>		
I. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	8	4
II. ORGANISATION DE LA REUNION	9 - 16	6
III. RESUME DES DISCUSSIONS	17 - 49	9
Annexe I : Liste des participants		16
Annexe II : Points à aborder dans les communications par pays		18
Annexe III : Liste des documents		20

INTRODUCTION

1. La Réunion d'experts sur la restructuration des industries des métaux non ferreux s'est tenue à Vienne (Autriche) du 18 au 21 mars 1985. Y ont assisté 13 participants et 4 observateurs venant de 11 pays, 2 organisations intergouvernementales, une organisation non gouvernementale et un organe des Nations Unies (voir annexe I).

Historique

2. Les déclarations de Lima et de New Delhi considèrent que la pleine souveraineté sur les ressources naturelles et le contrôle effectif de leur exploitation, leur transformation et leur commercialisation constituent, pour les pays en développement, une condition indispensable du progrès économique et social^{1/}.

3. Les Plans d'action de Lima et de New Delhi soulignent qu'il importe que les pays en développement parviennent progressivement à transformer sur place une proportion plus grande de leurs ressources nationales^{2/}. A la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, il a été indiqué que la transformation des minéraux encourage le développement économique et que, étant donné le processus de restructuration en cours à l'échelle mondiale, la transformation sur place des minerais dont disposent les pays en développement semble être une des tendances caractéristiques des années 80^{3/}.

4. A sa dix-septième session, qui a eu lieu en 1983, le Conseil du développement industriel a prié le Directeur exécutif de commencer les travaux préparatoires en vue de la tenue éventuelle, au cours de la période biennale 1986-1987, de la première Consultation sur les industries des métaux non ferreux^{4/}.

1/ Déclaration et Plan d'action de Lima, mars 1975, PI/38, par. 34; Déclaration et Plan d'action de New Delhi, février 1980, PI/72, par. 49.

2/ PI/38, par. 58 e); PI/72, par. 32.

3/ Quatrième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, point 5 f) de l'ordre du jour, Politiques et mesures relatives à la transformation industrielle locale des matières premières dans les pays en développement (ID/CONF.5/12), par. 18 et 119.

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Supplément No 16 (A/38/16), par. 76 3).

5. La première mesure prise dans ce sens par l'ONUDI a consisté à organiser la réunion d'experts, pour solliciter l'avis des participants sur le choix des aspects fondamentaux que devrait examiner la consultation.

Objectifs

6. Les objectifs de la réunion étaient les suivants :

- a) Analyser les nouveaux schémas de développement dans les industries des métaux non ferreux et les stratégies des principaux agents, dans le contexte du processus global de restructuration en cours dans l'économie mondiale;
- b) Déterminer les possibilités qui s'offrent de pousser plus avant la transformation des métaux non ferreux dans les pays en développement afin de parvenir à un développement plus intégré et plus autonome et recenser les facteurs favorables et défavorables;
- c) Sélectionner les principales questions qui pourraient être examinées lors de la première consultation sur les industries des métaux non ferreux.

Documentation

7. Chaque participant a été prié de rédiger une brève communication (10 pages) sur la situation de l'industrie des métaux non ferreux dans son pays, afin que la réunion puisse asseoir ses discussions sur une documentation plus vaste et soit mieux à même d'atteindre ses objectifs. Les principaux points que les participants devaient aborder dans leurs documents sont énumérés à l'annexe II. Les documents publiés pour la réunion d'experts sont indiqués à l'annexe III.

I. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8. Par rapport aux buts, objectifs et thèmes généraux qu'elle a examinés, la première réunion d'experts sur la restructuration des industries des métaux non ferreux est parvenue aux conclusions et recommandations suivantes :

- a) Il est nécessaire d'analyser les possibilités d'accroître le degré de transformation des métaux non ferreux dans les pays en développement, dans le cadre d'une conception globale du développement national, sous régional et régional qui tienne compte des relations mutuelles entre les industries des métaux non ferreux et d'autres secteurs industriels connexes, tels que les biens d'équipement, la sidérurgie, la construction, etc.;
- b) Il est nécessaire de promouvoir, dans le contexte d'un processus global d'industrialisation aux niveaux national, sous-régional et régional, des formes intégrées de développement des industries des métaux non ferreux, en étudiant dans le détail par quels moyens la demande de produits finals influe sur les processus de production. Dans cette perspective de développement, il est nécessaire de définir le type et le degré d'intégration des industries des métaux non ferreux qui sont souhaitables et possibles aux niveaux national, sous-régional et régional, et d'examiner les possibilités d'utilisation optimale des marchés internationaux;
- c) Du fait que tous les produits métalliques non ferreux ne pourront pas, à court et à moyen terme, être utilisés efficacement dans les pays et régions qui les fabriquent, il faudra non seulement trouver et développer de nouvelles utilisations à l'échelle mondiale, mais aussi promouvoir l'expansion des marchés nationaux et régionaux. Dans ce contexte, il faudrait penser à appliquer des idées nouvelles, comme l'implantation, là où cela est approprié et possible, de transformation/fabrication dans les principaux pays consommateurs, en vue d'abolir les obstacles à la vente sur ces marchés et d'acquérir ce faisant des compétences techniques et administratives;
- d) Avec l'évolution des schémas d'investissement dans le secteur des métaux non ferreux et les restrictions rigoureuses que connaissent les pays en développement en matière de devises, il est nécessaire de mettre en pratique de nouvelles méthodes de financement, permettant une utilisation plus efficace des ressources dont disposent les pays en développement;
- e) Il est nécessaire d'étudier et de mettre au point, dans chacune des industries des métaux non ferreux, de nouvelles technologies et pratiques, adaptées à l'échelle de l'économie des pays en développement, au niveau et au type de ressources dont ils disposent, et protégeant l'environnement ainsi que la santé et la sûreté des travailleurs;

- f) Il est nécessaire de faire le point des efforts passés et actuels de coopération et d'instaurer de nouvelles formes de coopération entre pays en développement ainsi qu'entre pays en développement et pays développés, afin de promouvoir un processus plus efficace de développement industriel intégré dans le monde en développement, tout en tenant dûment compte du besoin de sécurité des approvisionnements des pays développés;
- g) Il faudrait étudier la possibilité et l'opportunité de centraliser les renseignements disponibles dans le système des Nations Unies sur les métaux non ferreux en vue d'éviter les répétitions d'efforts et d'assurer la plus grande diffusion possible de ces renseignements;
- h) Dans le cadre de la préparation de la première Consultation sur les industries des métaux non ferreux, l'ONUDI devrait encourager le resserrement des liens avec les associations de producteurs dans le domaine des métaux non ferreux;
- i) L'ONUDI, en préparant la première Consultation sur les industries des métaux non ferreux, devrait parrainer des réunions d'experts aux niveaux sous-régional et régional, afin de déterminer les possibilités d'un développement intégré et plus autonome des industries des métaux non ferreux aux niveaux régional et sous-régional, de recenser les facteurs défavorables et favorables, et d'envisager de nouvelles formes de coopération, de financement et l'application de technologies nouvelles;
- j) L'ONUDI devrait préparer une documentation appropriée pour les réunions d'experts et, dans ce contexte, coordonner ses efforts avec ceux des universités et autres établissements qui entreprennent des travaux dans le secteur des métaux non ferreux aux niveaux mondial, régional et sous-régional.

II. ORGANISATION DE LA REUNION

Ouverture de la Réunion

9. La réunion d'experts a été ouverte par le chef du Service des négociations de l'ONUDI, lequel a indiqué que le mandat de l'ONUDI, aux termes de la Déclaration et du Plan d'action de Lima, était d'instaurer un système de consultations^{5/} et a exposé les grands principes, objectifs et caractéristiques

^{5/} PI/38, op cit., par. 36.

de ce système^{6/}. Les consultations devaient être considérées comme un processus destiné à réaliser les objectifs de l'industrialisation des pays en développement, tels qu'ils sont définis dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima. Les premières étapes de ce processus consistaient à analyser la structure, l'évolution de la structure, les problèmes et les perspectives de développement d'un secteur industriel particulier, ainsi que les stratégies des principaux protagonistes et les domaines de coopération internationale dans ce secteur. Les étapes suivantes comportaient l'élaboration de plans et de programmes de nature à faciliter, grâce à la coopération, la réalisation des objectifs de développement définis pour le secteur.

10. A cette première réunion, les experts devraient non pas se concentrer sur des problèmes techniques spécifiques ou sur les aspects micro-économiques des industries des métaux non ferreux, mais essayer de bien comprendre le secteur des métaux non ferreux afin de définir les domaines potentiels de coopération industrielle. Un aspect important des discussions devrait être l'analyse des possibilités de pousser plus avant la transformation des métaux non ferreux dans les pays en développement, des avantages qui s'offrent et des obstacles existants à cet égard, ainsi que des moyens par lesquels la transformation des minéraux pourrait contribuer au développement industriel d'un pays donné. Il faudrait tenir compte dans les discussions des possibilités de mettre au point une approche intégrée qui permettrait une plus grande articulation interne des industries de métaux non ferreux avec d'autres activités fondamentales des pays en développement.

11. Les industries des métaux non ferreux, avec les industries et secteurs qui leur sont liés, constituent un sous-système de production contenant les principaux éléments nécessaires à leur reproduction; une analyse de ces industries devait donc prendre en considération l'ensemble du sous-système. Ainsi aboutirait-on à une compréhension globale de la logique du développement des industries des métaux non ferreux, ce que ne saurait faire une approche partielle. L'approche sous-systémique permettrait en outre de faire une analyse des possibilités de coopération incluant toutes les principales activités se rattachant au secteur des métaux non ferreux et aux autres secteurs qui lui sont liés. Cela était indispensable, car les activités des protagonistes (gouvernements, entreprises d'Etat, sociétés transnationales, etc.)

^{6/} Voir Le système de consultations (PI/84), par. 1 à 24.

dépassaient les limites du secteur lui-même, et dans certains cas, les principaux domaines de coopération se trouvaient non pas à l'intérieur du secteur, mais dans des activités situées en amont ou en aval de celui-ci ou qui lui sont liées horizontalement.

12. Le chef du service des négociations a souligné que les différents aspects techniques, sociaux et économiques identifiés par l'analyse du sous-système n'avaient pas la même incidence dans les divers pays en développement, pays à économie planifiée et pays développés à économie de marché. Cette analyse permettrait de trouver des similitudes et des différences au sein d'un même groupe de pays ou entre les divers groupes ainsi que de définir les éléments clefs déterminant la stratégie des principaux agents. Elle devrait aussi permettre de choisir les domaines de coopération et les partenaires possibles.

Election du Bureau

13. M. Byron Elake (Jamaïque), Directeur de la Division de l'économie et de l'industrie du secrétariat de la Communauté des Caraïbes a été élu président, et M. György Dobos (Hongrie) vice-président.

14. Un groupe de rédaction a été élu pour préparer les projets de conclusions et de recommandations; il était composé de M. M.C. Aguirre (Groupe andin), M. A. Casal (Chili), M. Ericsson (Suède), M. F. Gonzalez Vigil (Pérou), M. P. Jourdan (Zimbabwe) et M. S. Zorn (Etats-Unis).

Adoption de l'ordre du jour

15. L'ordre du jour suivant a été adopté :

1. Ouverture de la réunion
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Présentation des documents par le secrétariat de l'ONUDI
5. Discussion et échange de données d'expérience
6. Adoption des conclusions et recommandations de la réunion

Adoption des conclusions et recommandations

16. Les conclusions et recommandations de la réunion ont été adoptées par consensus à la séance de clôture, le 21 mars 1985.

III. RESUME DES DISCUSSIONS

Présentation des documents de base et de synthèse

17. Un membre du secrétariat de l'ONUDI a présenté le document de base (ID/WG.436/1) et le document de synthèse (ID/WG.436/3) établis par le secrétariat et a exposé les principaux thèmes de la discussion : l'évolution de la structure du secteur des métaux non ferreux et les perspectives d'avenir; les possibilités qui s'offrent de pousser plus avant la transformation des métaux non ferreux dans les pays en développement et le recensement des facteurs favorables et défavorables; les domaines possibles de coopération internationale en vue de promouvoir un développement plus favorable du secteur et la sélection des questions susceptibles d'être examinées lors de la première Consultation.

18. Un consultant auprès de l'ONUDI a présenté le document qu'il avait établi sur "l'extraction et le traitement des minerais dans les pays en développement" (ID/WG.436/2). Il a donné un résumé des projections de la demande de métaux non ferreux au cours de la période 1980-1990, et a énuméré certains des facteurs influant sur ces projections, notamment le taux de croissance économique dans les pays développés, qui sont les principaux consommateurs de métaux non ferreux, la substitution des matières plastiques et d'autres matériaux aux métaux non ferreux; le recyclage de la ferraille dans les pays développés et ses répercussions sur les sources traditionnelles d'extraction minière.

19. Il a souligné également le fait qu'une analyse globale devait comporter un examen minutieux de la situation particulière des différents pays, tenant compte dans chaque cas de la dotation en ressources, de la dimension du marché, du niveau d'industrialisation, etc. Il serait ensuite possible de passer de l'analyse par pays à un examen des possibilités de coopération sous-régionale et régionale.

Discussion générale

20. La plupart des participants ont convenu que la demande de métaux non ferreux augmenterait très lentement à court et à moyen terme, et qu'une compilation des projections existantes de la demande mondiale donnerait suffisamment de renseignements pour qu'il soit inutile d'en faire de nouvelles. Plusieurs participants ont estimé que la plupart des projections disponibles étaient trop optimistes, et quelques-uns qu'elles étaient trop pessimistes. Un participant

a considéré qu'il était nécessaire de se mettre d'accord sur les niveaux probables de la demande jusqu'à l'an 2000 pour que les discussions se poursuivent utilement.

21. La suite de la discussion concernant la demande a porté principalement sur les possibilités de son expansion future dans les pays en développement et sur la nécessité de l'accroître en favorisant une plus grande utilisation des métaux non ferreux aux niveaux national, sous-régional et régional. Un participant a parlé dans le détail de l'industrie de l'aluminium de son pays, qui a fait progresser la consommation de ce métal par habitant dans des proportions importantes grâce à des mesures directes visant à en encourager l'utilisation.

22. Il a été souligné que le rythme de progression de la demande, tout comme le taux de croissance économique, ne dépendait pas seulement des tendances internationales, mais était directement influencé par les décisions prises au niveau national. Aussi les gouvernements des pays en développement doivent-ils décider comment tirer le meilleur parti de leurs ressources naturelles. A cette fin, il leur serait utile de disposer d'une typologie des pays et des stratégies à appliquer compte tenu des différences existant d'une sous-région à l'autre ainsi qu'entre pays ayant des stades de développement différents.

23. Plusieurs participants ont parlé des problèmes de surcapacité dans les industries des métaux non ferreux, attirant l'attention sur les fermetures d'usines dans les pays développés et déclarant que c'est dans les pays en développement que la demande future connaîtrait la croissance la plus forte. Il a été souligné que certaines décisions, par exemple celle de fermer une usine, étaient motivées à la fois par des considérations politiques et par des considérations techniques.

24. La question des prix a également été débattue. Selon un participant, il importait de mettre au point des mécanismes permettant d'obtenir des prix favorables sur le marché mondial. Selon un autre, il était difficile d'arriver à une détermination objective de la valeur d'un produit primaire représentant, dans un pays donné, une ressource non renouvelable. Il fallait donc examiner de quelle façon les prix étaient déterminés. Ce participant s'est demandé comment on pouvait logiquement appliquer un prix unique du marché mondial à un grand nombre de pays ayant des systèmes économiques et des conditions socio-économiques différents.

25. La discussion sur la transformation plus poussée des métaux non ferreux dans les pays en développement a débuté par l'examen des différents rôles que pourraient jouer ces métaux dans le cadre d'une stratégie de développement orientée vers la satisfaction des besoins les plus importants de la population par un développement intégré de l'agriculture et de l'industrie et par la mise en place d'une base autonome de développement. Une telle stratégie pourrait être définie comme l'instauration progressive d'un système de production cohérent dans un pays ou dans une sous-région. C'est cette conception du développement qui a eu l'appui de la Déclaration et du Plan d'action de Lima.

26. Dans une telle stratégie, les métaux non ferreux pourraient jouer trois rôles différents. Le premier serait un rôle direct, l'extraction et le traitement des minéraux ayant pour but la production de biens faisant partie de la base interne du développement. Le deuxième rôle serait indirect : on procéderait à l'extraction, à la transformation et à la vente sur le marché mondial des métaux non ferreux pour obtenir des devises permettant de payer les importations dont le pays a besoin; on pourrait du même coup stimuler le développement d'autres industries et créer des emplois. Enfin, les minéraux pourraient être extraits et exportés à l'état brut, sous forme de minerai ou de concentré, afin de procurer des devises pour payer les importations. Ce troisième rôle est le plus indirect que les métaux non ferreux pourraient jouer dans le développement économique et social national.

27. De nombreux participants ont donné des exemples des effets négatifs observés dans des pays en développement ayant adopté une stratégie de développement des métaux non ferreux, uniquement orientée vers l'exportation, que les minéraux fussent exportés sous forme brute ou transformés. De graves problèmes - endettement, chute des prix et baisse de la demande de métaux non ferreux, hausse des coûts de l'énergie et des importations de biens d'équipement, montée des taux d'intérêt - ont fait sérieusement douter des avantages globaux que pouvait procurer l'investissement de rares capitaux dans une capacité de traitement produisant principalement pour exporter sur le marché mondial.

28. Certains participants ont rendu compte des résultats positifs qu'une approche intégrée du développement du secteur des métaux non ferreux avait eu dans leurs pays, soulignant son effet stimulant sur l'expansion de l'infrastructure, le progrès de régions moins développées du pays, et celui de secteurs industriels

connexes. Il avait fallu, pour obtenir un tel résultat, créer des installations de recherche nationales et régionales rendant possible la mise au point de techniques adaptées aux conditions locales.

29. Il a été souligné que plusieurs conditions devaient être remplies pour que la transformation plus poussée de métaux non ferreux dans les pays en développement ait un effet positif :

- a) Une analyse de la situation propre à chaque pays et à chaque sous-région du point de vue de ses ressources en minéraux et en énergie;
- b) Une approche intégrée du développement du secteur considéré et des autres secteurs économiques auxquels il est lié;
- c) La prise en considération des possibilités d'intégration sous-régionale et régionale;
- d) La prise en considération des possibilités d'obtenir la valeur ajoutée maximale et de promouvoir l'emploi dans le pays.

30. Il était nécessaire d'analyser avec soin les obstacles à la transformation plus poussée que rencontrent les différents pays, afin de les recenser et de trouver des moyens de les surmonter.

31. On a fait observer que les véritables obstacles à l'exportation de métaux transformés à destination de pays développés étaient moins des obstacles tarifaires que des obstacles non tarifaires.

32. Le Japon a été cité comme exemple de pays exportant des métaux non ferreux sous forme de produits finis, mais la validité de cet exemple pour la majorité des pays exportateurs de minéraux, compte tenu de leur stade actuel de développement, a été mise en question.

33. Dans ce contexte, il était indispensable d'essayer de diversifier la production, par exemple en utilisant de façon économique des sous-produits ou des minerais polymétalliques pour obtenir de nouveaux métaux, ainsi que de prendre des mesures pour trouver de nouveaux débouchés, aussi bien nationaux qu'internationaux.

34. Dans la discussion sur la technologie nécessaire pour le développement du secteur des métaux non ferreux, les participants ont souligné qu'il fallait tirer parti des connaissances scientifiques et des résultats des recherches les plus récentes pour mettre au point des technologies adaptées aux conditions socio-économiques et techniques des différents pays et sous-régions en développement ainsi qu'à leur infrastructure et à leur environnement.

35. Les participants ont discuté de l'importance qu'il y avait à mettre au point des techniques permettant d'entreprendre des opérations d'extraction et de transformation à une échelle adaptée à des gisements de minéraux particuliers, à la taille du pays et à son niveau de développement technique.

36. On a observé que le choix de la technologie était une décision politique et qu'un objectif important des pays en développement serait d'avoir accès à des renseignements et à des données d'expérience suffisants pour pouvoir, en ayant une connaissance complète des possibilités existantes, choisir l'échelle et la technologie convenant le mieux à un assortiment particulier de ressources.

37. Les participants ont généralement convenu que les schémas d'investissement dans les pays en développement avaient beaucoup changé, que les apports d'investissements directs et de prêts commerciaux étrangers, caractéristiques des années 60 et 70 avaient cessé, et qu'ils avaient peu de chances de faire leur réapparition dans les circonstances actuelles, bien qu'il soit possible que l'investissement étranger reprenne de l'importance à l'avenir.

38. Il a été suggéré que la diminution de la capacité de financement des investissements, aux niveaux national et régional, soit compensée par des mesures telles que la création et l'expansion d'institutions régionales communes de financement qui pourraient aider à mobiliser des capitaux, à répartir les risques, à réduire la dépendance à l'égard d'organismes commerciaux et d'institution multilatérales de financement à vocation mondiale, ainsi qu'à promouvoir l'utilisation de monnaies locales ou régionales pour de tels investissements. On a fait remarquer que les opérations d'extraction permettant de réaliser des bénéfices très élevés, ces derniers devraient pouvoir financer d'autres investissements.

39. Parmi les propositions relatives à la mise en place et à l'extension de formes nouvelles et améliorées de coopération entre pays développés et pays en développement, il a été question d'une coopération fondée sur des accords de paiement en produits ou accords de compensation, en vertu desquels une partie de l'investissement serait remboursée en nature par la livraison de métal produit. De tels arrangements à long terme auraient l'avantage de garantir des marchés et des prix stables pour une partie au moins de la production de métal.

40. Les participants ont discuté des possibilités qu'avaient des formes d'intégration économique sous-régionale ou régionale, de constituer un mode de coopération entre pays en développement. Parmi les problèmes, ils ont cité les questions complexes qui se sont posées lors de la négociation des accords, les difficultés des relations entre partenaires inégaux (par la taille du pays, la dotation en ressources et le stade de développement), et les effets de la crise économique. Parmi les succès, ils ont signalé la création de zones d'échanges préférentielles et l'adoption d'autres mesures destinées à faciliter les échanges intrarégionaux en réduisant pour de telles transactions, la dépendance à l'égard d'une monnaie forte. Paradoxalement, l'actuelle crise économique et les pénuries de devises ont eu pour effet positif de renforcer l'intérêt pour les entreprises nationales et les pays voisins comme fournisseurs d'apports pour les industries d'extraction et de transformation.

41. Les participants ont déclaré qu'il faudrait élaborer des scénarios exposant des modalités de coopération fondées sur les réalités de chaque sous-région. Il faudrait également reconnaître que la coopération sous-régionale et régionale devrait tenir compte des échanges non seulement de métaux non ferreux, mais aussi d'autres métaux et ressources.

42. Il a également été question de l'expérience et de la valeur potentielle des associations de producteurs, notamment de leur possibilité de stabiliser les prix et les marchés ainsi que de mettre à la disposition de leurs membres des renseignements plus complets.

43. On a cité comme exemple de nouvelles formes de coopération le Traité sur le droit de la mer, qui réglemente l'exploitation des nodules marins comme sources de minéraux non ferreux.

44. Une forme de coopération envisageable dans des conditions techniques et économiques très précises consisterait à créer des coentreprises entre pays producteurs et consommateurs, avec copropriété des installations de fabrication dans le pays consommateur.

45. Le Groupe d'experts a débattu la question de l'information relative aux industries des métaux non ferreux. Il a souligné l'importance que représentait la possibilité d'accès à des données statistiques fiables sur les stocks, les quantités extraites et transformées, les prix, les exportations et les importations, les capacités, etc.

- a) Il a été jugé souhaitable d'accroître la disponibilité générale de renseignements sur les métaux non ferreux en mettant au point des mécanismes permettant d'améliorer la collecte et la diffusion, par l'intermédiaire d'un système central de coordination;
- b) Il a été souligné que l'absence de forme appropriée de coordination révélait une grande méconnaissance des renseignements existants, ce qui entraînait souvent une répétition des efforts de recherche;
- c) Parmi les sources actuelles ou potentielles de renseignements, on a signalé les associations de producteurs, les entreprises d'Etat et les organismes publics. Une coopération avec ces sources pourrait rendre ces renseignements plus généralement disponibles.

46. En ce qui concerne les préparatifs de la première Consultation sur les industries des métaux non ferreux, on a souligné l'importance qu'il y avait à examiner le secteur non seulement au niveau mondial, mais aussi aux niveaux régional et sous-régional. Il a été indiqué que la préparation d'études régionales et l'organisation de réunions régionales d'experts devraient permettre une analyse plus approfondie du secteur et une meilleure compréhension des possibilités de coopération régionale et sous-régionale.

47. Il a été indiqué qu'en préparant des études du secteur, l'ONUDI pourrait tirer profit d'une plus grande coopération avec d'autres chercheurs connaissant bien le sujet et qu'elle devrait à cette fin développer ses contacts avec les universités, les instituts de recherche, les associations de producteurs et d'autres organisations gouvernementales nationales et internationales de pays développés et de pays en développement.

48. En mettant au point une méthodologie pour guider les préparatifs de la Consultation, l'ONUDI devrait suivre l'approche sous-systémique esquissée pour la présente réunion d'experts, en tenant compte non seulement des industries des métaux non ferreux elles-mêmes, mais aussi de toutes les activités en amont et en aval du secteur ainsi que celles qui lui sont liées horizontalement.

49. Dans le cadre de l'analyse des possibilités qui s'offrent aux gouvernements et des contraintes auxquelles ils se heurtent pour établir leur politique dans le secteur, il a été jugé indispensable d'identifier les protagonistes dans chaque sous-région (entreprises publiques et privées, entreprises nationales, régionales et transnationales), et leurs rôles et stratégies dans le développement actuel et futur des industries des métaux non ferreux.

Annexe I

Liste des participants

Allemagne (République fédérale d')

M. H. Jürgen Leibrandt, directeur général, Codelco Kupferhandel GmbH,
Wielandstrasse 27, D-4000 Düsseldorf 1, République fédérale d'Allemagne

Brésil

M. Paulo Bastos Cezar, superviseur, Bureau de planification, Secretaria de
Estado de Planejamento e Controle, Rue Pinheiro Machado S/N, Anexo 6^o Andar,
22210 Rio de Janeiro

Canada

Mme Bonnie Campbell, professeur, Département de Science Politique, Université
du Québec à Montréal, C.P. 8888, Montréal H3C 3P8, Québec

Chili

M. Alberto Casal, Asesor, Ministerio de Minería y ex-Vicepresidente de CODELCO,
Teatinos 120 piso 9, Santiago

Cuba

M. Luis Preval, Especialista Principal, Industria del Niquel, Ministerio
Industria Básica, Salvador Allende 666, La Havane

Etats-Unis d'Amérique

M. Fernando Gonzalez Vigil, Professor of Economics, University of Pittsburgh,
Center for Latin American Studies, Pittsburgh, PA 15260

M. Stephen A. Zorn, consultant, 211 East 43rd Street, New York, N.Y.10017

France

M. Gérard D. de Bernis, professeur, Université de Sciences Sociales,
IREP/CRID, Boite postale 47, 38040 Grenoble

Guyane

M. Byron Blake, Director, Economics and Industry Division, Caribbean
Community Secretariat, P.O. Box 10827, Georgetown

Hongrie

M. György Dobos, Kossuth Lajos u. 3, 1053 Budapest

Portugal

M. José Miguel Leal da Silva, directeur général, Division DPC, Quimigal EP,
Avenida Infante Santo 2, Lisbonne

Suède

M. Magnus Ericsson, Raw Materials Group, P.O. Box 5195, S-10244 Stockholm

Zimbabwe

M. Philip Paul Jourdan, Research Associate, Institute of Mining Research,
University of Zimbabwe. P.O. Box MP 167. Harare

Observateurs

Système des Nations Unies

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

M. A. Bauer, économiste hors classe, Division des produits de base,
Palais des Nations, 1211 Genève, Suisse

Organisations intergouvernementales

Groupe andin

M. Carlos Aguirre, chef du Département de la politique technologique,
Jurta Acuerdo de Cartagena, B.P. 3237, Lima, Pérou

Communauté économique européenne

M. Leo Giuseppe, administrateur principal, 200 rue de la Loi, 1040 Bruxelles,
Belgique

Organisations non gouvernementales

Institut de Vienne pour le développement et la coopération

Mme Margit Scherb, Institut de Vienne pour le développement et la coopération,
Kärntnerstrasse 25, A-1010 Vienne, Autriche.

Annexe II

Points à aborder dans les communications par pays

I. Bibliographie et statistiques du pays ou de l'établissement

1. Etudes et rapports touchant le domaine des métaux non ferreux
2. Principales publications dans ce domaine
3. Statistiques disponibles et période couverte

II. Analyse factuelle

A. Mines

1. Investissements : montant et origine; niveau de technologie utilisé
2. Production : quantités produites et quantités exportées
3. Evolution des prix à l'exportation
4. Emplacement de la (des) mine(s)
5. Si la mine est exploitée par une société transnationale :
 - type de contrat (coentreprise, autre)
 - part du capital social
 - produit principal de la société transnationale
 - produits secondaires de la société transnationale
 - diversification
6. Si la mine est une entreprise nationale :
 - organisation des exportations (directes, par des intermédiaires, par le marché de Londres)
 - pays vers lesquels le minerai est exporté
 - utilisation finale des exportations
 - si le minerai n'est pas transformé dans le pays, causes de l'absence de transformation plus poussée
7. Réserves : état initial et en 1985
8. Incidences des mines sur l'économie nationale :
 - emploi
 - techniques transférées
 - qualification de la main-d'oeuvre et personnel technique
 - développement des industries liées à la mine
 - incidences sur la balance des paiements (balance commerciale et balance des opérations en capitaux)

9. Transports des minéraux : type et origine (national, étrangère)
des moyens de transports utilisés jusqu'au port et à partir du port
10. Nouvelles mines à ouvrir (potentielles, projetées)
11. Législation sociale concernant :
 - les conditions de travail
 - la santé et la sûreté
 - le niveau des salaires

B. Transformation industrielle

1. Capitaux investis : montant et origine (nationale, étrangère),
initialement et ultérieurement
2. Dette (nationale, étrangère)
3. Niveau technologique
4. Prix des minéraux :
 - à exporter
 - à transformer
5. Rendement des investissements
6. Utilisation des bénéficiaires
7. Subventions de l'Etat
8. Bilan et comptes de profits et pertes les plus récents
9. Incidences sur l'économie :
 - emploi
 - techniques transférées
 - qualification de la main-d'oeuvre et personnel technique
 - développement des activités autour de l'usine
 - incidences sur la balance des paiements (balance commerciale et
balance des opérations en capitaux)
10. Nouveaux projets
11. Relations entre le gouvernement et les sociétés transnationales
12. Législation sociale concernant :
 - les conditions de travail
 - la santé et la sûreté
 - le niveau des salaires

Annexe III

Liste des documents

Etablis par le secrétariat de l'ONUDI

- Le développement et la restructuration des industries des métaux non ferreux ID/WG.436/1
- Extraction et traitement des minerais dans les pays en développement : S. Zorn, consultant auprès de l'ONUDI ID/WG.436/2
- Restructuration des industries des métaux non ferreux et possibilité d'une transformation plus poussée de ces métaux dans les pays en développement : document de synthèse ID/WG.436/3
- Le processus de consultation et les aspects méthodologiques des métaux non ferreux ID/WG.436/4

Etablis par les participants

O Complexo do Alumínio no Brasil : Realidade e Perspectivas nos Quadros do Mercado Mundial : Paulo Bastos Cezar

Bauxite Bargaining : Guines versus the Multinationale of the Aluminium Industry: Bonnie K. Campbell

Potencial de Chile en Minería del cobre : Alberto Casal

Les métaux non ferreux dans une stratégie d'industrialisation : Questions préliminaires : Gérard de Bernis

A Survey of Hungary's Non-ferrous Metal Industry: György Dobos

Swedish Non-ferrous Metals Industry : Magnus Ericsson

New Technologies, Industrial Restructuring and Changing Patterns of Metal Consumption : Fernando Gonzalez-Vigil

The Non-ferrous Metals Industry of Zimbabwe: Philip Paul Jourdan

